

Fondez le ministère de l'autorité nationale, tant qu'on y est : Au moins les choses seront plus claires... ou tristement brunes ! Viry-Châtillon, 18 avril, le roitelet parle. Dans ce long discours gouvernemental au sujet de la jeunesse, de l'enfance et de l'école, Gabriel Attal déroulera le programme historique des réactionnaires sur le sujet.

Après avoir, réformes après 49.3, détruit inlassablement jusqu'aux services publics les plus élémentaires ; tout ce qui aurait pu faire de l'école ce haut lieu d'éducabilité émancipatrice en lui ôtant tous ses moyens, tout ce qui aurait pu rendre le quotidien vivable et l'avenir envisageable pour tou.tes et après avoir posé systématiquement les conditions de la violence sociale en supprimant toujours plus de droits fondamentaux ; voici que le chef du gouvernement caresse les plus basses, les plus viles idées. Si certain-es n'étaient pas encore convaincu-es d'une alliance entre le capitalisme et le fascisme, cette fois-ci, le roitelet est allé trop loin : le caractère bien trop brun de son idéologie est dévoilé au grand jour. Il parle une langue qui ressemble étrangement à celle du maréchal. Mais, ne refusons plus de le voir, cette langue est bien prononcée ici et maintenant, en guise d'avenir politique pour notre jeunesse.

De quelle "culture du civisme" nous parle-t-on ? De quelles "mesures d'intérêt éducatif pour les moins de 16 ans" sera-t-il question ? Ne nous laissons pas prendre à la confusion des genres : non, non, il ne s'agit pas de sanctions éducatives. Il ne s'agit pas de sanctions telles que les pédagogues les conçoivent pour apprendre aux élèves le rapport à la règle et au collectif, mais bien de mission, oserions-nous dire de croisade, punitive. Car, si le ministre admet qu'il n'y a pas que la "répression", l'immense majorité des mesures annoncées sont des réponses punitives et celles concernant la prévention et la santé mentale des jeunes ne sont pas réellement précisées. Le volet policier est très détaillé. Écoutons comme sonne cette langue : "La police est la meilleure connaissance". Il faudra des "opérations place nette XXL" avec du "bleu dans les rues" car "cela brime la délinquance". "Nous serons présents partout avec Gérard Darmanin dans les écoles et dans les clubs de sport". Attal se félicite de l'augmentation du nombre de policiers, et promet le doublement de leur présence sur la voie publique. On en oublierait presque que l'objet de son discours est la jeunesse et que les professionnel·les du secteur sont d'abord les profs, les AED, les éduc·s, les animateur·rices etc. Le volet judiciaire du discours propose le recours à la comparution immédiate pour les mineur·es ainsi qu'une nouvelle procédure de reconnaissance préalable de culpabilité - ce qu'on appelle parfois le "plaider coupable". Il s'agit non seulement d'une remise en cause des principes de la justice pour enfants et donc d'une négation du droit à l'enfance pour une partie de nos jeunes, mais aussi de l'extension des "procédures accélérées" c'est-à-dire de ce qui se fait de pire en termes de justice expéditive, punitive et inégalitaire. Et c'est ce même simulacre de justice qu'Attal entend donner en exemple en envoyant les perturbateurices assister dans le public à des audiences de comparution immédiate, pour les impressionner. Sur le volet parental, c'est avant tout plus de menaces d'amendes et de sanctions qui sont brandies. "Nous allons responsabiliser les parents démissionnaires" (ou "défaillants", c'est selon) en prévoyant rien moins que des "sanctions pour les parents", "des travaux d'intérêt général, des convocations par le juge".

Il s'agit non seulement d'une remise en cause des principes de la justice pour enfants et donc d'une négation du droit à l'enfance pour une partie de nos jeunes, mais aussi de l'extension des "procédures accélérées" c'est-à-dire de ce qui se fait de pire en termes de justice expéditive, punitive et inégalitaire.

Si la figure de la mère célibataire est mobilisée, c'est pour vanter les mérites d'une extension du domaine de l'école sur la vie quotidienne. Par l'extension du temps de la scolarisation ou avec les internats, il s'agit, dans une vision carcérale de l'institution scolaire, d'arracher l'enfant à son

milieu, à sa famille ou son quartier. "Tous les collégiens seront scolarisés tous les jours de la semaine entre 8h et 18h", "à commencer par les quartiers prioritaires".

Retour de l'école caserne ? Cela y ressemble bien.



Photographie des bataillons scolaires.

Car en réalité, Gabriel Attal renoue avec les finalités traditionnelles et conservatrices associées à l'école républicaine depuis sa création. Le "choc des savoirs" (mais aussi les réformes des lycées, celle de Parcoursup) engage l'institution dans la voie de la contre-démocratisation scolaire où la mission de l'école est avant tout de classer, trier et in fine reproduire l'ordre social. La mise en place des "groupes de niveaux" tend à remettre en question le collège unique et à renouer avec le modèle ferriste d'une école à plusieurs vitesses.

Si « la bataille de l'autorité se gagne dans les classes et les couloirs des établissements », c'est aussi parce que ce discours renoue avec la vocation disciplinaire de l'école républicaine : encadrer les classes populaires. D'ailleurs, Gabriel Attal utilise un vieux discours sur les "classes laborieuses, classes dangereuses" dont il stigmatise l'"oisiveté" et les "fréquentations". Après la loi de 1874 qui limite le travail des enfants écrivent Laurence Biberfeld et Grégory Chambat, "Des cohortes d'enfants sont libérées de l'enfer des mines et des filatures. Il ne faudra pas plus de quatre ans pour décréter l'école gratuite, laïque et, surtout, obligatoire. Une mesure qui a aussi pour fonction de contrôler cette fraction potentiellement remuante des classes dangereuses". L'école retrouve sa fonction d'encadrement, de dressage et de discipline des enfants des classes populaires, à l'image du SNU ou du port de l'uniforme, deux projets phares du ministre.

"Des cohortes d'enfants sont libérées de l'enfer des mines et des filatures. Il ne faudra pas plus de quatre ans pour décréter l'école gratuite, laïque et, surtout, obligatoire. Une mesure qui a aussi pour fonction de contrôler cette fraction potentiellement remuante des classes dangereuses"

Apprendre à désobéir, Laurence Biberfeld et Grégory Chambat, Libertalia

Il est intéressant de noter à quel point Attal s'attache à ne pas mettre toutes les jeunes dans le même panier. Ce n'est pas de la "jeunesse de France" dont il parle mais d'une poignée qui "glisse vers le repli, les marges ou la violence". Car il est bien conscient, lui dont on a souvent justement signalé la jeunesse, que "la jeunesse n'est qu'un mot" comme le disait Pierre Bourdieu. Aussi lève-t-

il les implicites notamment lorsqu'il parle des "émeutes de juillet", de "ces jeunes qui défient la république et semblent vouloir se venger d'on ne sait quoi", mais aussi de "l'entrisme de valeurs contraires à la république [...] de l'islamisme". C'est la figure bien connue du "jeune de banlieue" qui est remobilisée. Si Attal se plaît à mobiliser les tropes chers à la droite et l'extrême-droite, il n'hésite par ailleurs pas à réutiliser le complotisme et les fake news à la CNews en précisant que « aujourd'hui, le plus souvent les violences dont on entend parler ont un sous-texte identitaire ou religieux ». D'ailleurs, avec le terme de "décivilisation", c'est bien le lexique colonial du "devoir de civilisation" ("des races inférieures") et du "barbare" qui est mobilisé ici. Attal se félicite donc de sa politique islamophobe sur le sujet - notamment de l'interdiction du camis et de l'abayas - et annonce continuer encore plus loin. Se laissant aller à une référence très mal placée à la guerre des étoiles, "c'est la république qui contre-attaque".

Avec le terme de "décivilisation", c'est bien le lexique colonial du "devoir de civilisation" ("des races inférieures") et du "barbare" qui est mobilisé ici

Cette offensive contre les classes populaires s'accompagne d'une haine de la pédagogie et de la sociologie. Reprenant la dénonciation de la "culture de l'excuse" prononcé suite à un attentat, par un de ses glorieux prédécesseurs, Manuel Valls, Gabriel Attal acte son ancrage idéologique à l'extrême-droite en stigmatisant les sciences humaines et sociales (psychologie, sociologie, sciences de l'éducation), ces « professionnels des excuses ». Pour le premier ministre, la pédagogie est pourtant simpl(ist)e et se résume à quelques slogans comme « tu casses, tu ré pares, tu salies, tu nettoies, tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter » ou rituels comme se lever dès qu'un professeur entre en classe. Le stéréotype raciste sur "le jeune de quartier" a comme effet de - comme le dit la militante Fatima Ouassak - "désinfantiser" les enfants racisés, de les faire sortir du champ de l'enfance et des droits et protections qu'elle est censée apporter. Pourtant, nous, professionnel·les de l'enfance en quartiers populaires, savons pertinemment qu'un enfant perturbateur ou violent, c'est un enfant qui souffre, qui ne se sent ni en confiance ni à sa place. Sa place dans notre monde d'aujourd'hui, est une question de politique et de cela, le premier ministre en est responsable.

Nous, professionnel·les de l'enfance en quartiers populaires, savons pertinemment qu'un enfant perturbateur ou violent, c'est un enfant qui souffre, qui ne se sent ni en confiance ni à sa place.

Cet enfant, c'est Louise, gamine d'à peine 14 ans qui gère ses petit·es frères et soeurs chaque soir après l'école pendant que sa mère nettoie les bureaux à l'autre bout de la ville et qui, ne sachant plus si c'est de fatigue ou d'avoir trop été adulte à la maison, passe sa vie scolaire à faire la pluie et le beau temps du harcèlement au collègue.

C'est Paul qui, de guerre lasse devant les tables de multiplications qui ne rentrent pas ou les mots qui s'échappent au fur et à mesure que le texte se forme, ne voyant aucune aide jamais venir, a préféré chahuter la classe pour passer le temps à l'école.

C'est Abdelouakil qui, n'ayant jamais pu être accompagné correctement à la suite d'un drame familial, n'a trouvé que les adultes de l'école pour déverser sa colère contre tou·tes les adultes de la terre.

C'est Isild, que personne ne sait entendre et pourtant encaisse l'inceste depuis plusieurs années déjà, et qui s'invente mille personnages tous plus sonores et provocants les uns que les autres et ne trouve plus jamais le chemin des apprentissages.

C'est Steeve qui, rêvant de s'acheter LES baskets, devient guetteur à l'âge de 11 ans pour gagner

trois sous qu'on ne peut lui fournir à la maison et pour attirer l'attention des plus grands, puis plonge tranquillement vers le décrochage puisque l'école n'a plus de sens.

A toutes ces enfants en réelle souffrance, ce n'est pas de rituel de pouvoirs, d'autorité ou de sanctions qu'il manque, mais de protection et d'attention véritable. Il ne s'agit pas d'excuser les bêtises, les chahuts et les violences des enfants, mais précisément d'une "méthode" (comme le dirait le premier ministre) pour comprendre et agir. Il s'agit aussi de reconnaître qu'ils et elles évoluent dans un temps spécifique, celui de l'enfance où tout s'apprend et se construit, d'accorder à tous les enfants sans distinction le privilège de l'éducabilité. C'est encore ce déni d'enfance, du droit à l'erreur qu'incarne l'assignation des cancrs au groupe de niveau des plus faibles ou le stigmate de perturbateur dans chacun des dossiers, des diplômes pourtant studieusement obtenus.

C'est encore ce déni d'enfance, du droit à l'erreur qu'incarne l'assignation des cancrs au groupe de niveau des plus faibles ou le stigmate de perturbateur dans chacun des dossiers, des diplômes pourtant studieusement obtenus.

Alors l'école doit être ce lieu où :

- Lorsque l'élève ne connaît pas la limite, on lui propose un espace de réflexion puis de réparation où, de son expérience, iel sortira grand·e, avec quelque chose à transmettre au collectif d'enfants dans lequel iel se construit.
- Lorsque les enfants ne savent pas encore communiquer autrement que par la frustration et la violence qu'elle engendre, on leur dispense des formations à la résolution de conflits et à la médiations entre pair·es. Lorsque la classe est hétérogène et les élèves en difficulté se sentent noyé·es parce que les plus avancé·es ne s'ennuient plus, on ose développer le tutorat entre pair·es comme possible méthode d'apprentissage et on met tous les moyens nécessaires à l'individualisation, la différenciation, la remédiation des apprentissages scolaires.
- Lorsque les élèves ont besoin d'investir pleinement l'école et la classe pour ne jamais décrocher, on leur apprend la tenue de conseils de coopérations hebdomadaires, destinés à organiser la vie et les projets de l'école, leur petite communauté, ensemble.
- Lorsque les différences se font si grandes qu'elles génèrent toutes les violences sociales qu'un·e enfant est capable d'imaginer, on prend le temps, chaque semaine, de pratiquer des ateliers d'empathie où chacun·e apprend à se mettre à la place de l'autre, à ressentir et comprendre.
- Lorsque l'actualité pose question, intrigue et fascine, prend le risque d'entraîner dans des méandres complotistes et obscurantistes, on ose pratiquer dans la classe le débat philo, la recherche et le questionnement personnels, la discussion collective, regarder les choses en face pour mieux les comprendre, se les approprier et pourquoi pas les transformer.
- Lorsque la classe accueille des cultures multiples, on ose les regarder toutes à égalité sans les juger, comme étant partie intégrante de notre mode, ni plus, ni moins.
- Lorsqu'un·e élève devient hors cadre, il faut qu'iel puisse toujours trouver un espace d'écoute et des adultes disponibles, rien que pour elle/lui.
- Lorsque les parents se sentent éloigné·es de l'école ou relégué·es, on les invite à la coéducation et à se faire une place singulière dans les murs scolaires.

Une école de l'éducabilité. Une école où l'on ose l'esprit critique, où l'on ose partir de ce que sont les enfants, de leurs trajectoires, toutes leurs trajectoires, pour les rendre pleinement auteurices de leurs propres savoirs.

Nous en avons fait maintes fois l'expérience, leur croisade punitive n'engendrera que la haine du

monde adulte et la violence contre l'école, précisément. En pédagogie, beaucoup a été écrit sur l'autorité éducative dont même les plus libertaires reconnaissent la nécessité. Ni un simple rapport de pouvoir, ni une relation de séduction, elle se fonde sur la reconnaissance par l'enfant du rôle de l'adulte et d'un cadre commun partagé. Elle se fonde aussi sur la reconnaissance par l'adulte de l'intégrité de chaque enfant en tant que personne. Une des questions que Gabriel Attal ne se pose pas est la suivante : Pourquoi les enfants des quartiers populaires qu'il stigmatise auraient une quelconque envie de reconnaître notre monde quand ce dernier semble au bord du gouffre ? De reconnaître les institutions quand celles-ci créent toujours plus d'inégalités et d'injustices ? Ces jeunes "qui défient la république et veulent se venger d'on ne sait quoi", ont pourtant dit contre quoi ils se révoltaient : contre la *hogra*, contre l'injustice et l'indignité du système, contre l'institution policière et son racisme en particulier.

Pourquoi les enfants des quartiers populaires qu'il stigmatise auraient une quelconque envie de reconnaître notre monde quand ce dernier semble au bord du gouffre ? De reconnaître les institutions quand celles-ci créent toujours plus d'inégalités et d'injustices ?

Le 6 décembre 2018, 151 lycéen·nes de Mantes-la-jolie sont interpellé·es par la police aux abords de leur lycée alors qu'ils manifestaient contre la réforme du lycée. Ils sont agenouillé·es pendant plusieurs heures et humilié·es ; un policier filme la scène et commente : "en voilà une classe qui se tient sage". L'image qui rappelle les plus sombres pratiques coloniales choque l'opinion. Et pourtant, cinq ans et demi plus tard elle semble l'illustration parfaite du paradigme pédagogique de ceux qui sont encore au pouvoir.



Dessin de Fred Sochard.

Plutôt que la terreur et l'autorité, battons-nous pour une politique de l'enfance pour tous et toutes. Alors soyons bien clair·es (au lieu d'être brun·es). Nous, nous faisons le choix de recruter du personnel formé pour que plus jamais aucun·e élève ne perde d'heures d'enseignement non remplacées, que plus jamais les classes n'excèdent 20 (en éducation prioritaire) à 25 élèves, que plus jamais aucune équipe ni aucune famille ne soit bloquée dans les aides à donner aux élèves qui en ont besoin (vous savez, les RASED complets dans chaque école, les dispositifs UPE2A*, les psychologues scolaires, le dispositif « plus de maitres que de classes », les infirmier·es et médecins scolaires, les assistant·es social·es), et que plus jamais aucun·e élève ne se sente délaissé·e

(vous savez, les AED que l'on voudrait formé·es à l'éducabilité et en nombre suffisant dans chaque établissement). Nous choisissons plutôt d'assurer partout un bâti scolaire digne pour étudier, en sécurité, avec de l'espace, du mobilier et du matériel conséquents, pour les élèves comme pour les équipes. Nous choisissons plutôt de développer en formation initiale et continue de vraies billes pour lutter contre les maltraitances, les violences sexistes et sexuelles faites aux enfants, le harcèlement, et pour instaurer partout une culture de la non-violence, de la coopération, et de la justice réparatrice. Pour qu'enfin l'école puisse assurer sa mission démocratique d'émancipation, individuelle et collective. Si à Questions de classe(s), nous sommes majoritairement enseignant·es et compétent·es pour formuler des revendications sur l'école, il nous semble important aussi de faire entendre d'autres énoncés concernant tous les moments de la vie des enfants. Contrairement à Attal, l'espace public nous semble aussi pouvoir être un lieu de jeux, d'apprentissage et d'expérimentation de la liberté. Des colonies de vacances à l'urbanisme, en passant par le logement, l'animation et la santé, ce sont de tous ces espaces que doivent venir les voix pour une politique favorable à tous et toutes nos enfants.

Nous appelons à l'extenstion de la mobilisation contre le "Choc des savoirs".

Nous appelons au soutien de la lutte "Pour un plan d'urgence de l'éducation dans le 93" et partout où cela sera nécessaire.

Nous appelons à participer à la manifestation RACISMES EN FRANCE : NOS ENFANTS EN DANGER ! à Barbès (Paris) le 21 avril.

Le collectif Questions de classe(s)

** Le RASED est un dispositif d'aide aux élèves rencontrant des difficultés scolaires importantes. L'UPE2A est un dispositif à destination des élèves allophones.*